

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers :

en exercice	14
présents	12
votants	12

L'an ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~ DEUX MILLE
le : DIX MARS
le Conseil municipal de la commune d E TORTERON (CHER)
dûment convoqué, s'est réuni en session extra ordinaire,
à la Mairie, sous la présidence de M. Serge MECHIN

Maire.

Date de convocation du Conseil municipal : 04.03.2000

OBJET :

INSTITUTION D'UN DROIT
DE PRÉEMPTION URBAIN
SUR LA COMMUNE

PRÉSENTS : MM. FAVIER - SANCIER - BLONDELET - COUTE - DUHAMEL -
FOURNIER - BRENON et DUMONT
Mesdames CHEVALIER - RODRIGUES et WITKOW

Monsieur DUHAMEL Olivier a été nommé secrétaire de séance

Le Maire expose au Conseil Municipal :

L'article L 211-1 du Code de l'Urbanisme offre la
possibilité aux communes dotées d'un POS rendu public ou approuvé
d'instituer, sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanis-
tion future, telles qu'elles sont définies au POS, un droit de
préemption.

Ce droit de préemption permet à la Commune de mener un
politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'amén-
gement par l'acquisition de biens à l'occasion de mutations.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir
délibéré, LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE d'instituer le Droit de Préemption Urbain (DPU)
sur les secteurs suivants et tels qu'ils figurent au plan
d'Occupation des Sols de la Commune :

- zones urbaines : UDa - UDb - UE
- zones d'urbanisation future : NA

DONNE délégation au Maire pour exercer, en tant que de
besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article
L 2122-22-15° du code général des collectivités territoriales e
précise que les articles L2122-18 et L2122-17 sont applicables
en la matière.

PRECISE que le Droit de Préemption Urbain entrera en
vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire,
c'est à dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une
insertion dans deux journaux.

.../..

Déposé
à la Sous-Préfecture

le : 16 MARS 2000



Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture
ou Sous-Préfecture

le :

Publié ou Notifié

le :

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers :

en exercice	14
présents	12
votants	12

L'an mil neuf cent quatre vingt

le :

le Conseil municipal de la commune d
dûment convoqué, s'est réuni en session
à la Mairie, sous la présidence de M.

ordinaire,

Maire.

Date de convocation du Conseil municipal :

OBJET :

PRÉSENTS : MM.

INSTITUTION D'UN DROIT
DE PREEMPTION URBAIN
SUR LA COMMUNE

.../..

Le périmètre d'application du Droit de Préemption
Urbain sera annexé au dossier du POS conformément à l'article
R 123-19 c) du code de l'urbanisme.

Une copie de la délibération sera transmise :

- au Préfet du Cher,
- au Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- au Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des notaires,
- au barreau constitué près du tribunal de grande
instance,
- au greffe du même tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les
acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affec-
tation définitive de ces biens sera ouvert en Mairie et mis à la
disposition du public conformément à l'article L213-13 du code
de l'urbanisme.

Déposé
à la Sous-Préfecture

le : 16 MARS 2000



Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture
ou Sous-Préfecture

le :

Publié ou Notifié

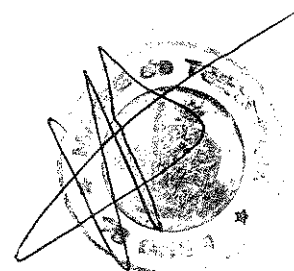
le :

FAIT A TORTERON, le 10.03.2000

LE MAIRE,

S. MECHIN

Au registre sont les signatures.



D.D.E. 18 _ S.U.

APPROUVE LE:

3 novembre 1986



PLAN D'OCCUPATION DES SOLS.

Commune de

TORTERON

Annexes sanitaires.

document n° **5.**

1

Ministère de l'Agriculture
DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
DU CHER

Plan d'Occupation des Sols

Commune de TORTERON

A/ NOTE TECHNIQUE

sur le réseau d'alimentation en eau potable

I - RESEAU EXISTANT

La commune de TORTERON fait partie du Syndicat Intercommunal d'alimentation en eau potable de NERONDES.

- Captage : néant.
- Appareils élévatoires et traitement : néant.
- Ouvrages d'art : néant.
- Réseau de distribution :

Les canalisations les plus anciennes sont en fonte, les plus récentes en P.V.C.

- Exploitation :

Le réseau du Syndicat Intercommunal d'alimentation en eau potable de NERONDES est exploité en affermage par la Cie des Eaux et de l'Ozone qui possède une antenne locale à NERONDES.

II - MODIFICATIONS ET RENFORCEMENTS A APPORTER AU RESEAU

Le réseau de canalisations actuel est capable d'assurer une bonne desserte en eau potable.

III - CONSTRUCTION A PROXIMITE DES CANALISATIONS

Dans tous les cas, il serait souhaitable que la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt soit consultée avant délivrance des certificats d'urbanisme.

BOURGES, le 17 Décembre 1985

L'Ingénieur en Chef du Génie Rural
des Eaux et des Forêts

Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

H. Borrel
Ingénieur en Chef du Génie Rural
des Eaux et des Forêts
H. BORREL

B/ RESEAU GENERAL D'ASSAINISSEMENT

a) Le réseau existant

Le réseau principal est divisé en quatre tronçons correspondant à quatre bassins versants de l'agglomération.

Ce réseau est constitué par des canalisations unitaires Ø 300, les branchements particuliers étant raccordés à la canalisation au moyen d'une culotte en grès. Un déversoir d'orage est placé en tête de station.

L'effluent de temps sec transite par deux stations d'épuration composées chacune d'un puits à double étage assurant, à la fois, la décantation et la digestion des boues.

L'effluent ainsi traité et le surplus des eaux de ruissellement en temps de pluie sont rejetés dans la rivière "l'Aubois" en transitant successivement par le ruisseau de "l'Eguilly" et par un bras de l'Aubois dit "Fausse Rivière".

Les stations sont complétées par des lits de séchage ; aucun traitement biologique n'est assuré.

b) Extension projetée

Le réseau unitaire existant ne donnant pas satisfaction au niveau de la qualité des effluents sortant des systèmes épurateurs, il y a lieu de prévoir la transformation du réseau unitaire en réseau séparatif.

Les extensions projetées devraient prendre en compte, dès maintenant, le nouveau mode de collecte préconisé.

MAIRIE DE TORTERON
18320 - JOUET sur l'AUBOIS

Torteron, le 22 octobre 1985

C/ COLLECTE DES ORDURES MENAGERES
SUR LA COMMUNE DE TORTERON

=====

La collecte des ordures ménagères sur le territoire de la Commune de TORTERON est assurée chaque vendredi par les employés municipaux. Le matériel mis à leur disposition pour cette tâche se limite à un tracteur et une remorque. Les ordures ainsi collectées sont déposées à la décharge contrôlée située sur le territoire de la commune et exploitée par la société TRIGA, dont le siège social est à PARIS (7è) 7, rue de Logelbach. Monsieur GAUBERT, responsable de l'usine d'incinération du SIVOM de NEVERS, route de Vauzelles à FOURCHAMBAULT, est en liaison avec le préposé à la décharge et assure les contacts avec les clients.

Suivant un usage établi, les déchets ménagers, qu'ils soient collectés par les services de la commune ou apportés par les habitants de TORTERON, bénéficient de la gratuité pour leur traitement en décharge.

Un service supplémentaire est assuré le jeudi pour le ramassage des "monstres" suivant les demandes des habitants. Les employés assurent également la collecte des "vieux papiers" le 3ème jeudi tous les deux mois, au profit du club du 3ème âge.

LE MAIRE,

Henri CHARBONNIER

